

ÉLECTIONS
EUROPÉENNES 2024

LA JEUNESSE (ERASMUS+)

ON DÉCRYPTE LES
PROGRAMMES !

pistes solidaires



EUROPE DIRECT
Pau Pays de l'Adour

ÉLECTIONS EUROPÉENNES LA JEUNESSE (ERASMUS+)

La France insoumise : Offrir à chaque jeune entre 18 et 25 ans un pass Interrail d'une durée de 6 mois et lancer un ticket rail européen à un prix abordable.



PS - Place publique : Instaurer un Erasmus "universel" = donner à chaque européen de 16 à 25 ans la possibilité de bénéficier d'une bourse pour la mobilité (jusqu'à 10.000 euros/an), pour mener des études ou un apprentissage dans un autre pays européen.



place
publique

Les Écologistes :

Mettre en place un "Erasmus de la mémoire", un dispositif de "rencontres mémorielles" pour des jeunes de différents États membres autour des mémoires de la Shoah et de l'esclavage.



**Renaissance - MODEM -
Horizon - UDI - Parti radical :**

Développer Erasmus+ pour des publics plus jeunes, en y ajoutant des "jumelages numériques" dans toutes les écoles primaires, ainsi que des "séjours de mobilité" de 1 à 4 semaines pour tous les collégiens et lycéens.



ÉLECTIONS EUROPÉENNES LA JEUNESSE (ERASMUS+)

Les Républicains - Les Centristes : Étendre le programme Erasmus+ à davantage d'apprentis et de jeunes installés dans des zones rurales,. Permettre à chaque élève européen d'effectuer au moins un échange ou un voyage dans l'UE au collège ou au lycée.



Rassemblement National : Soutient Erasmus+ pour les étudiants et les apprentis.

Reconquête : Réserver Erasmus+ aux jeunes Européens.

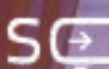


ÉLECTIONS EUROPÉENNES **LA JEUNESSE (ERASMUS+)**

Nous avons choisi de présenter les
7 listes potentiellement créditées de 5%
des suffrages selon la fondation IFRAP.

Retrouvez les programmes des 38 listes
européennes sur :

programme-candidats.interieur.gouv.fr/

pistes  solidaires



EUROPE DIRECT
Pau Pays de l'Adour

Cette communication a été réalisée dans le cadre d'une action co-financée par l'Union européenne. Cependant, les positions et opinions exprimées n'appartiennent qu'aux auteurs et ne reflètent pas celles de l'UE ou des institutions européennes. Ni l'UE ni les institutions européennes ne sont responsables de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues.